

Départ du vice-président burundais pour un sommet de la Ceeac au Gabon

PANA, 28 novembre 2016 Bujumbura, Burundi - Le vice-président burundais en charge des questions politiques, sécuritaires et administratives, Gaston Sindimwo, a quitté Bujumbura lundi (photo), à destination de Libreville pour prendre part à une session extraordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (Ceeac), prévue mercredi dans la capitale gabonaise, rapporte la radio publique dans ses nouvelles de la soirée. Les relations sont « très bonnes » avec la Ceeac, a ajouté le vice-président, justifiant entre autres, son déplacement dans la capitale gabonaise.

Au mois de mars dernier, le Burundi est parvenu à hisser son ancien ministre des Finances, Tabu Abdallah Manirakiza, au poste de secrétaire général-adjoint de la Ceeac, chargé du département des programmes, du budget, de l'administration et des ressources humaines. S'agissant de l'agenda de la session de Libreville, le vice-président burundais a précisé que les questions politiques et sécuritaires vont dominer les débats. Les dix Etats membres de la Ceeac sont l'Angola, le Burundi, le Cameroun, la République Centrafricaine, le Congo-Brazzaville, la République démocratique du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, Sao Tome et Principe et le Tchad. Certains de ces Etat membres comme le Burundi, le Gabon, le Tchad, la République centrafricaine et le Congo-Brazzaville, ont connu dans un passé récent des processus électoraux mouvementés. La République démocratique du Congo, l'un des poids lourds de la Communauté, quant à elle, inspire des craintes de violence en l'absence de consensus entre tous les protagonistes politiques sur le calendrier des futures élections générales dans le pays. Au Cameroun et au Tchad, c'est la lutte contre la secte islamiste « Boko Haram » qui inspire des craintes sécuritaires. Cette instabilité politique et sécuritaire freine le décollage et l'intégration économique recherchée par cet ensemble régional qui ne manque pourtant pas de ressources naturelles. Le premier vice-président burundais quitte Bujumbura pour le sommet extraordinaire de la CEEAC @rib News, 28/11/2016 – Source Xinhua Le premier vice-président de la république du Burundi, Gaston Sindimwo, a décollé lundi de l'aéroport international de Bujumbura pour participer à un sommet "extraordinaire" de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) prévu le 30 novembre à Libreville, au Gabon. La CEEAC comprend dix pays : l'Angola, le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo-Brazzaville, la République démocratique du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad. "Je me déplace pour représenter le chef d'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, au sommet des chefs d'Etat des pays membres de la CEEAC, qui va se tenir dans la capitale gabonaise Libreville, où il sera question d'examiner dans ces assises extraordinaires, la situation politico-sécuritaire de la sous-région", a déclaré M. Sindimwo dans un point de presse tenu peu avant son décollage pour Libreville. Cet examen sera focalisé sur la géopolitique sous-régionale dans une perspective de chercher les voies et moyens pour améliorer la situation politico-sécuritaire au sein de l'espace CEEAC, a-t-il précisé. Le premier vice-président Sindimwo a saisi l'occasion pour affirmer que les relations entre le Burundi et la CEEAC, ainsi qu'avec le pays hôte du sommet, "sont au beau fixe", et progressent au jour le jour. Il a ajouté qu'il profitera de cette tribune politique régionale pour exposer la situation politico-sécuritaire qui prévaut "réellement" au Burundi. "Par là, nous voulons que les chefs d'Etat et de gouvernement de la sous-région africaine de la CEEAC puissent être nos ambassadeurs auprès de nos détracteurs, car vous savez très bien qu'il y a des pays qui jugent le Burundi sans le connaître. Nous en profiterons pour vendre une bonne image de marque du Burundi, en portant à la connaissance de tout le monde, la situation réelle qui prévaut au Burundi", a-t-il indiqué. En dehors de son appartenance à la CEEAC, le Burundi appartient également dans le cadre de sa politique d'intégration régionale, à la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA, Common Market for Eastern and Southern Africa).